

86.064

**Entwicklungsbanken,
Kapitalerhöhung und Miga. Beitritt
Banques de développement,
augmentation du capital et AMGI. Adhésion**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 26. November 1986 (BBI 1987 I, 146)

Message et projet d'arrêté du 26 novembre 1986 (FF 1987 I, 134)

Beschluss des Ständerates vom 19. März 1987

Décision du Conseil des Etats du 19 mars 1987

**A. Bundesbeschluss über die Beteiligung der Schweiz am
Kapital der regionalen Entwicklungsbanken und der Multi-
lateralen Investitionsgarantieagentur
Arrêté fédéral sur la participation de la Suisse au capital
des banques régionales de développement et de l'Agence
multilatérale de garantie des investissements**

Antrag der Kommission
Eintreten

Antrag Ruf-Bern
Nichteintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Proposition Ruf-Berne
Ne pas entrer en matière

**B. Bundesbeschluss über den Beitritt der Schweiz zur Multi-
lateralen Investitionsgarantieagentur (Miga)
Arrêté fédéral concernant l'adhésion de la Suisse à
l'Agence multilatérale de garantie des investissements
(AMGI)**

Antrag der Kommission
Mehrheit
Eintreten
Minderheit
(Uchtenhagen, Morf, Ruffy)
Nichteintreten

Antrag Ruf-Bern
Nichteintreten

Antrag Soldini
Nichteintreten

Proposition de la commission
Majorité
Entrer en matière
Minorité
(Uchtenhagen, Morf, Ruffy)
Ne pas entrer en matière

Proposition Ruf-Berne
Ne pas entrer en matière

Proposition Soldini
Ne pas entrer en matière

M. Gautier, rapporteur: Le Conseil fédéral nous demande d'adopter deux arrêtés fédéraux. Le premier nous propose de voter un crédit de programme de 680 millions pour participer aux futures augmentations de capital des banques régionales de développement et, subsidiairement, pour financer notre adhésion à l'Agence multilatérale de garantie

des investissements. Le deuxième arrêté fédéral vous invite à ratifier l'adhésion de la Suisse à cette agence.

La Commission des affaires économiques a traité ces deux objets dans sa séance du 22 mai. Elle vous propose à l'unanimité d'accepter le crédit de programme pour l'augmentation du capital des banques de développement. Elle vous propose également d'accepter l'adhésion à l'Agence mais, dans ce cas seulement, par 13 voix contre trois et deux abstentions.

Vous me permettrez, en conséquence, d'être relativement bref sur le crédit de programme qui, à ce moment-là, n'était pas combattu et de m'étendre légèrement plus sur l'adhésion à l'Agence.

Crédit de programme. Notre participation au capital des banques régionales de développement n'est pas quelque chose de nouveau et fait partie de notre politique de coopération au développement au sens de la loi de 1976, notamment de son article 6, alinéa 1, lettre b, qui prévoit l'aide financière.

La Suisse est membre des trois banques régionales de développement: la Banque asiatique depuis 1967, la Banque interaméricaine depuis 1976 et la Banque africaine depuis 1982. Sa participation a été financée par deux crédits de programme: 300 millions en 1979 et 120 millions en 1985. Ces deux crédits sont sur le point d'être épuisés, raison pour laquelle le Conseil fédéral nous demande 680 millions pour faire face aux augmentations de capital prévues dans les quatre années à venir.

Il faut rappeler ici que ces sommes ne sont pas, et de loin, entièrement dépensées. En effet, le capital des banques de développement n'est que partiellement appelé, le reste constituant une créance conditionnelle qui sert de capital de garantie aux banques régionales. La part versée – l'argent qui sort réellement de la Caisse fédérale – ne représente qu'environ 10 pour cent du crédit total. Pourquoi ce système? Parce que l'importance de ce capital de garantie donne aux banques de développement un crédit très important sur le marché des capitaux. Ce crédit leur permet de se procurer des prêts sur ce marché à des conditions très favorables, en tout cas largement meilleures que celles qui seraient faites aux pays en développement eux-mêmes. Cela permet à ces banques de prêter à leur tour aux pays en développement à des conditions plus favorables que celles du marché. Du reste, chacune de ces banques de développement a créé un fonds de développement destiné à aider à des conditions encore plus favorables les pays en développement les plus pauvres. La Suisse participe aussi à ces fonds par des contributions.

L'aide des banques régionales ne se limite pas aux crédits. Elles interviennent également pour conseiller les pays en développement et les inciter à soutenir des projets à grande efficacité économique et sociale. Enfin, leurs bureaux locaux favorisent le transfert de connaissances et par là le développement d'institutions locales, autonomes et responsables. L'importance des banques de développement pour les pays en développement s'est encore accrue ces dernières années, notamment à la suite de la diminution des investissements privés dans ces pays, elle-même suite de la crise économique et financière qui a touché particulièrement l'Amérique du Sud et l'Afrique. C'est l'une des raisons qui ont poussé les banques régionales à procéder à une nouvelle augmentation de leur capital.

Le crédit de programme permettra de participer à la septième augmentation de la Banque interaméricaine pour 118 millions, à la quatrième de la Banque asiatique pour 242 millions et à la quatrième de la Banque africaine pour 277 millions. Pour les deux premières, la souscription est prévue cette année encore, pour la troisième, les négociations ne sont pas terminées.

Je rappelle qu'il ne s'agira de verser que 10 pour cent du capital souscrit, le reste constituant le capital de garantie des banques et figurant dans les comptes de la Confédération hors bilan comme créance conditionnelle. Les banques de développement n'ont jusqu'ici jamais eu besoin d'appeler tout ou partie du non-versé, leur situation et leur crédit

sont suffisamment bons pour qu'il en soit de même à l'avenir.

Le calcul du coût des souscriptions en francs suisses a été fait sur la base d'un dollar à 1,80 franc. Il est donc probable que le coût réel sera moindre.

Enfin, je signale que dans le crédit de programme sont inclus 33 millions, coût de notre adhésion à l'Agence de garantie des investissements, sur laquelle je vais revenir, mais ces 33 millions seraient évidemment déduits du total au cas où vous refuseriez l'adhésion.

Dernière remarque sur les banques régionales. Cette forme de coopération au développement est une de nos manières de participer à l'aide multilatérale. Or, le multilatéral, malgré les critiques qui lui sont souvent adressées, est indispensable. Seul, il permet la réalisation de projets trop importants pour être pris en charge par le bilatéral. D'autre part, il apporte aux pays en développement l'assistance technique, le savoir-faire et l'expérience d'organismes aussi efficaces que sont depuis plus de vingt ans les banques régionales. Enfin, c'est l'occasion pour nous de montrer notre solidarité avec les pays en développement, bien sûr, mais aussi avec les autres pays industrialisés dans la gestion des banques régionales et de leurs actions, gestion à laquelle notre pays est associé. Je vous invite donc, au nom de la Commission des affaires économiques, à accepter le crédit de programme.

J'en viens à l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Cette agence a été créée à la fin de 1985 par la Banque mondiale sous la forme d'un accord ouvert à la signature des pays membres de la Banque mondiale plus la Suisse. Le but de cette agence est de promouvoir les investissements privés dans les pays en développement. Ce but doit être atteint par une garantie offerte par l'Agence contre les risques politiques encourus par les investisseurs. Par risques politiques, on entend les restrictions au transfert de capitaux, les expropriations, les ruptures de contrats par un Etat et les conflits externes ou internes. Ce sont en gros les risques non assurables auprès des organisations nationales de garantie des risques à l'exportation.

D'autre part, l'Agence multilatérale de garantie a aussi pour tâche de conseiller les pays en développement dans le choix de leurs investissements. Cette agence sera gérée en collaboration par les pays en développement et les pays industrialisés qui y auront adhéré. Chacun des deux groupes devra accepter les décisions importantes pour qu'elles puissent entrer en vigueur, ce qui garantit les intérêts des pays en développement.

Le capital initial prévu est d'un milliard de droits de tirage spéciaux, soit un peu plus de deux milliards de francs suisses. Comme pour les banques de développement, seule une partie du capital sera appelée, dans ce cas 20 pour cent. L'Agence devrait ensuite pouvoir fonctionner sans nouvel apport de capital. En effet les investisseurs demandant sa garantie auront à payer une prime calculée de manière à permettre d'équilibrer les coûts de pertes éventuelles. Le capital de l'Agence n'est donc là que pour garantir sa liquidité.

Les opposants à notre adhésion à cette Agence craignent divers effets pervers. Tout d'abord, ils estiment que ce n'est pas le rôle de l'Etat de protéger les investisseurs suisses contre les risques encourus et que l'Agence ne profitera qu'aux grandes entreprises de notre pays, en particulier aux multinationales, sans grand avantage pour les pays en développement. Les entreprises suisses conserveraient ainsi les gains, disent-ils, et socialiseraient les pertes. D'où la question de savoir si le crédit pour cette Agence peut réellement être imputé au compte d'aide au développement, puisqu'il s'agirait d'une aide à l'économie suisse.

A ces premiers arguments, on peut répondre ce qui suit. Premièrement, ce ne sont pas les grandes entreprises suisses qui sont particulièrement intéressées. L'Agence permettra au contraire à des petites et moyennes entreprises d'investir dans les pays en développement, ce qu'elles peuvent difficilement faire aujourd'hui, leur relative petitesse leur interdisant de prendre certains risques. L'Agence, avec

la garantie des risques à l'exportation, le leur permettra, et l'arrivée des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement est un avantage pour ceux-ci car, outre les investissements, elles apportent leur technologie, leur savoir-faire et la qualité de leur gestion, avantages qu'elles peuvent transmettre aux entreprises locales avec qui elles seront appelées à collaborer. Deuxièmement, il n'est pas question de socialiser les pertes. Il s'agit d'une forme d'assurance contre certains risques. Comme dans toute assurance, les primes devront équilibrer les prestations. Les 33 millions que fournit la Confédération, dont 6,6 seront versés, ne sont qu'un capital de garantie et ne serviront pas à payer les pertes des investisseurs. Troisièmement, ce crédit peut fort bien être mis au compte de la coopération au développement, étant conforme à la loi de 1976, notamment à son article 6, alinéa premier, lettre d, qui dispose: «La coopération au développement peut revêtir les formes suivantes: d) les mesures en vue d'encourager l'engagement de ressources du secteur privé telles que les investissements de nature à favoriser le développement, au sens de l'article 5.» Il est du reste évident que l'encouragement des investissements privés est un des moyens de coopérer au développement les plus efficaces et les moins coûteux pour les pouvoirs publics, à la suite de l'effet multiplicateur que ces incitations exercent par l'arrivée dans les pays en développement d'investissements privés.

Les opposants, d'autre part, craignent que les investisseurs et l'Agence n'imposent aux pays en développement des projets mamouths qui ne correspondent ni à leurs besoins ni aux conditions de vie locale. Dans la même optique, ils voient là un risque pour la souveraineté des pays en développement, menacés d'être malmenés par les divers contrôles et interventions de l'Agence. Enfin, ils estiment que ce projet risque d'aggraver la situation d'endettement du tiers monde, raison pour laquelle des pays comme le Brésil et le Mexique n'auraient pas adhéré à l'Agence.

A ces craintes, on peut opposer ceci. L'Agence ne soutiendra pas des projets mamouths sans utilité pour les pays en développement. Du reste, le fait que les pays en développement disposent de la moitié des voix au sein de l'Agence leur permet de bloquer tout projet contraire à leur intérêt. Pour la même raison, il n'est pas concevable que des projets violent la souveraineté de ces pays. Enfin, aucun projet ne sera adopté sans l'accord de la double majorité des pays en développement et des pays industrialisés à l'échelon de l'Agence, ou sans l'accord du pays bénéficiaire. De plus, l'endettement des pays en développement ne sera pas aggravé par la création de l'Agence, bien au contraire: cette création va dans le sens du plan Baker pour le désendettement en permettant aux pays en développement, grâce à la garantie de l'Agence, d'obtenir des capitaux et des investissements à des conditions beaucoup plus favorables que jusqu'ici.

Au fond, tout le problème de l'Agence, comme des banques de développement, du reste, est de savoir si nous sommes décidés à poursuivre la politique qui consiste à consacrer une part de notre coopération aux actions multilatérales. J'ai déjà dit tout à l'heure que c'était probablement la forme la plus solidaire d'aide au tiers monde. C'est aussi la seule qui permette à notre pays de participer à certains projets importants, coûteux, de longue haleine, qu'il ne peut réaliser seul vu la faiblesse de ses moyens. Refuser la coopération multilatérale, c'est non seulement nous isoler, c'est aussi priver notre pays d'un moyen d'augmenter son aide au développement.

En conséquence, je vous invite, au nom de la majorité de la commission, ainsi que du groupe libéral unanime, à voter les deux arrêts fédéraux qui nous sont soumis et à repousser la proposition de la minorité représentée par Mme Uchtenhagen, ainsi que celle de MM. Soldini et Ruf. Je reviendrai dans le débat de détail sur la proposition de M. Herczog.

Villiger, Berichterstatter: Es geht hier um zwei Geschäfte: um die Beteiligung der Schweiz an der Kapitalerhöhung von

drei Entwicklungsbanken und um die Beteiligung bei der Miga.

Zuerst zur Kapitalerhöhung bei den Entwicklungsbanken. Es handelt sich um die Interamerikanische Entwicklungsbank, die Asiatische Entwicklungsbank und die Afrikanische Entwicklungsbank. Die Schweiz trat während der letzten 20 Jahre sukzessive diesen Entwicklungsbanken bei. Sie hat inzwischen an mehreren Kapitalaufstockungen teilgenommen. Nun sind aber die letzten zwei Rahmenkredite praktisch vollständig verpflichtet. Mit dem beantragten Rahmenkredit von 680 Millionen Franken kann sich die Schweiz im Ausmass der bisherigen Kapitalanteile an den Kapitalaufstockungen der Entwicklungsbanken beteiligen. Vom erwähnten Betrag sind indessen nur 50 Millionen Franken einzahlbar. Der Rest ist Garantiekapital, und die Auszahlungen werden sich zudem auf etwa 12 Jahre verteilen. Es handelt sich um einen Teil unserer Bestrebungen, die Aufwendungen der Entwicklungsfinanzierung langsam dem Mittel der OECD-Staaten anzunähern.

Die drei regionalen Entwicklungsbanken haben im Rahmen der Entwicklungsfinanzierung eine beträchtliche Bedeutung, und zwar in zweierlei Hinsicht. Sie bestehen aus zwei Elementen, nämlich aus der Bank an sich und aus einem Entwicklungsfonds, die beide einen unterschiedlichen Zweck haben.

Zuerst zur Bank. Durch die von den Mitgliedländern einbezahlten Kapitalanteile und durch die Garantieverpflichtung verfügt die Bank über eine beträchtliche Kreditwürdigkeit. Dies erlaubt ihr, auf den internationalen Kapitalmärkten zu günstigen Bedingungen finanzielle Mittel aufzunehmen, welche die Höhe des einbezahlten Kapitals um das Zehn- oder Zwanzigfache übertreffen. Diese Mittel werden anschliessend den Entwicklungsländern zu marktähnlichen Bedingungen zur Verfügung gestellt, damit diese entsprechende Entwicklungsprojekte finanzieren können. Dies ist insofern wichtig, als die meisten Entwicklungsländer aufgrund ihrer wirtschaftlichen Lage kaum selber Zugang zu den internationalen Kapitalmärkten oder zu den Darlehen der Geschäftsbanken haben und wenn überhaupt, dann nur zu hohen Zinssätzen.

Die regionalen Entwicklungsbanken üben deshalb eine unersetzliche Vermittlerfunktion aus. Die Ausübung dieser Funktion bedingt aber auch, dass die regionalen Entwicklungsbanken über entsprechende technische und wirtschaftliche Kenntnisse verfügen, um die Qualität und die Rentabilität der ihnen von den Entwicklungsländern vorgelegten Projekte beurteilen zu können. Gleichzeitig sind sie durch diese technischen Kenntnisse in der Lage, den Entwicklungsländern bei der Auswahl der Projekte wertvolle Hilfe zu leisten. Aus dem Gesagten geht hervor, dass die Darlehen der Entwicklungsbanken vor allem für Entwicklungsländer geeignet sind, welche bereits über ein etwas höheres Pro-Kopf-Einkommen verfügen. Um aber auch den ärmsten Ländern wirkungsvoll Hilfe leisten zu können, verfügen die regionalen Entwicklungsbanken über den erwähnten Entwicklungsfonds, dessen Mittel ausschliesslich aus der öffentlichen Entwicklungshilfe stammen und den ärmsten Mitgliedländern zu Vorzugsbedingungen zur Verfügung gestellt werden.

Diese Aufteilung der Funktion der Entwicklungsbanken spiegelt sich auch darin, dass die im vorliegenden Rahmenkredit beantragten Mittel für die Kapitalerhöhungen der Entwicklungsbanken reserviert sind, während die dem Entwicklungsfonds dieser Banken zur Verfügung gestellten Mittel aus dem Rahmenkredit für technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe stammen.

Durch die Mitgliedschaft in den verschiedenen Entwicklungsbanken hat die Schweiz die Möglichkeit, die Verwendung der den Banken zur Verfügung gestellten Gelder zusammen mit den anderen Mitgliedländern zu kontrollieren. Das Mass der Mitsprache richtet sich nach der Grösse des betreffenden Kapitalanteils, ist also aufgrund der finanziellen Beteiligung entsprechend gewichtet. Durch diese Mitsprache kann die Schweiz dafür sorgen, dass die regionalen Entwicklungsbanken Ziele verfolgen, welche mit

jenen der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit übereinstimmen.

Schliesslich ist noch hervorzuheben, dass die regionalen Entwicklungsbanken durch ihre Tätigkeit auch eine beträchtliche Rolle in der schweizerischen Wirtschaft spielen, einerseits durch ihre Tätigkeit auf dem Kapitalmarkt, den sie aufgrund der stabilen Währungsverhältnisse und der relativ niedrigen Zinssätze für die Auflage der Anleihen besonders schätzen; andererseits aber auch durch die verfolgte Praxis der internationalen Ausschreibung für die von ihnen finanzierten Projekte, welche der schweizerischen Wirtschaft in vielen Sparten Aufträge einbringen kann. Das Eintreten auf diesen Teil der Vorlage war in der Kommission nicht bestritten.

Ich bitte Sie deshalb im Namen der Kommission, den Nichteintretensantrag Ruf abzulehnen.

Ich komme nun zum umstritteneren Teil, dem Beitritt zur Miga. 1985 hat der Gouverneursrat der Weltbank die Konvention zur Errichtung einer Multilateralen Investitionsagentur (Miga) verabschiedet. Der Zweck der Miga ist es, Investitionen in Entwicklungsländern, die aus Industrie- oder aus Entwicklungsländern stammen, zu fördern. Dies geschieht dadurch, dass Direktinvestitionen gegen politische Risiken versichert werden. Unter politischen Risiken versteht man beispielsweise Schäden aus Transferbeschränkungen, Enteignung, staatlichem Vertragsbruch oder Krieg und Unruhen. Zudem wird den Entwicklungsländern bei der Behandlung von Auslandinvestitionen beratend beigegeben. Bis heute haben 46 Entwicklungs- und 12 Industrieländer das Miga-Abkommen unterzeichnet. 13 Entwicklungsländer und ein Industrieland haben es ratifiziert. Zur Gründung sind 15 Entwicklungs- und 5 Industrieländer nötig; diese wird also in absehbarer Zeit erfolgen können. Die Miga ist eine rechtlich und finanziell unabhängige zwischenstaatliche Organisation. Ausser der Schweiz sind nur Mitglieder der Weltbank beitragsberechtigt. Der Präsident der Weltbank ist zugleich auch Vorsitzender der Miga. Auf praktischer Ebene werden Weltbank und Miga zusammenarbeiten. Das Grundkapital beträgt eine Milliarde Sonderziehungsrechte. Jedes Mitgliedland muss einen Anteil zeichnen. Dabei werden nicht alle Anteile bar einbezahlt. 80 Prozent dienen als Garantie für die Zahlungsfähigkeit, 10 Prozent werden in Form von Schuldscheinen hinterlegt, und nur 10 Prozent werden bar einbezahlt.

Die Miga ist finanziell selbsttragend konzipiert. Sie finanziert sich aus Prämien und Investitionserlösen. Sie kann mittelfristig Investitionen im Ausmass von ungefähr 10 Milliarden Franken versichern. Der Anteil der Schweiz beträgt maximal 6 Millionen Franken bei einer Garantiesumme von ungefähr 24 Millionen. Das Miga-Abkommen ist offen formuliert und regelt gewisse materielle Fragen nur ansatzweise. Allfällige offene Fragen werden im vorbereitenden Ausschuss der Signatarstaaten endgültig geklärt. Die aktive Beteiligung der Schweiz in diesem Ausschuss erlaubt es, besondere schweizerische Anliegen in die konkrete Ausgestaltung der Geschäftsordnung der Miga noch einzubringen – sofern sie sofort beitreten. In der Kommission lag ein Nichteintretensantrag vor. Er wurde mit 12 zu 3 Stimmen abgelehnt.

Ich möchte auf drei der umstrittenen Punkte eingehen, nämlich auf die entwicklungspolitische Bedeutung von Direktinvestitionen, auf einige ordnungspolitische Aspekte und auf die Frage, ob nur multinationale Grossunternehmen von der Miga profitieren können.

1. Zu den Direktinvestitionen: In der Regel müssen sich private Direktinvestitionen im Markt behaupten. Sie werden deshalb nach dem Leistungsprinzip effizient eingesetzt. Deren Nutzen wird ständig qualifiziert überprüft; deshalb bewirken sie meist mehr als *a-fonds-perdu*-Beiträge, deren Auswirkungen eigentlich niemandem so recht am Herzen liegen und bei denen niemand ein Risiko trägt. Direktinvestitionen vermitteln meist sehr wirksame Entwicklungsimpulse. Es ist etwa an die Schaffung von Arbeitsplätzen zu denken, an die Ausbildung von lokalen Fachkräften durch den Transfer von beruflichen Fähigkeiten, an den Transfer von Know-how und an den Transfer von Managementwissen

an die lokalen Kader. Auf diese Weise diffundiert viel Wissen und Können in die Volkswirtschaft des Entwicklungslandes. Weil nun die Direktinvestitionen meist mit Risikokapital finanziert sind, belasten sie das Entwicklungsland nicht mit Schulden. Wenn es schlecht geht, müssen keine Zinsen bezahlt werden. Dieser Effekt ist geeignet, die Verschärfung der Schuldenkrise zu mildern. Die Direktinvestitionen gehören damit zum entwicklungspolitisch Sinnvollsten überhaupt.

Es ist zuzugeben, dass es auch entwicklungspolitisch fragwürdige Investitionen gibt. Deshalb hat man im Miga-Abkommen Sicherungen eingebaut. Artikel 12 fordert die Ausrichtung der Investition auf die entwicklungspolitischen Ziele und Prioritäten des Entwicklungslandes. Damit soll abgesichert werden, dass wirklich nur Entwicklungsimpulse entstehen. Dazu kommt, dass die Entwicklungsländer an der Miga beteiligt sind. Gemäss den Entscheidungsmechanismen ist kein Entscheid gegen ihren Willen möglich. Das mag Entscheide hin und wieder erschweren, ist aber politisch klug und ein Vorteil des Abkommens.

Natürlich braucht nicht alles entwicklungspolitisch wirklich sinnvoll zu sein, was die Regierung eines Entwicklungslandes selber so deklariert. Sehr oft wollen die Regierungen Prestigeobjekte verwirklichen. Hier kann die Schweiz positiv mitwirken und sich dafür einsetzen, dass dem Sinn und Geist von Artikel 12 auch wirklich nachgelebt wird.

Die Kommission ist der Meinung, die Miga sei entwicklungspolitisch sinnvoll und es sei deshalb vertretbar, die Miga aus dem vorliegenden Kredit zu finanzieren. Dabei ist der Eventualantrag von Herrn Herzog unnötig, weil diese Kredite nach dem Bundesgesetz über Entwicklungszusammenarbeit ohnehin die Behörden verpflichten, den Grundsätzen dieses Gesetzes Nachachtung zu verschaffen. Wir würden hier besser keine Differenz zum Ständerat schaffen, damit das Geschäft endlich verabschiedet werden kann.

2. Zur Frage, ob die Versicherung solcher Risiken ordnungspolitisch vertretbar sei. Wer marktwirtschaftlich denkt, darf wirtschaftliche Risiken – also Risiken des wirtschaftlichen Misserfolges – nicht auf den Staat abwälzen wollen. Marktwirtschaft ist aber nur möglich, wenn gewisse Rahmenbedingungen erfüllt sind. Wo beispielsweise Vertragstreue fehlt, staatliche Willkür herrscht und Enteignung droht, nützt alle wirtschaftliche Genialität nichts; dort wird auch keiner investieren. Das zu versichern, hat deshalb mit der Einschränkung von Marktgesetzen wenig zu tun. Die Versicherung ermöglicht dort gewisse stabile Rahmenbedingungen, wo sonst kaum jemand wirtschaftlich tätig würde. Die Miga ist deshalb vor allem für das betroffene Land ein Vorteil. Es werden keinerlei wirtschaftliche Risiken, sondern lediglich die erwähnten politischen Risiken versichert. Zudem finanziert sich die Miga nach dem Prinzip der Eigenwirtschaftlichkeit. Aus alledem folgt, dass die ordnungspolitische Kritik nicht stichhaltig ist.

3. Wem hilft nun die Miga in unserer Wirtschaft? Es wurde der Vorwurf erhoben, die Miga helfe nur den grossen Multis. Dieser Vorwurf mag da und dort berechtigt sein, etwa im Bereich der Grosschemie. Wir müssen aber realisieren, dass mehr und mehr kleinere und mittlere Firmen multinationale Investitionen tätigen. Gerade in der Schweiz finden wir viele Beispiele. Nun ist im Miga-Abkommen der Investitionsbegriff sehr weit gefasst. Dazu gehören etwa Management-Verträge, Lizenzen, Joint-ventures usw. Gerade diese sind aber Instrumente, welche sich ausgezeichnet für die internationale Kooperation von kleinen und mittleren Betrieben eignen – man denke an die Maschinenindustrie. So gesehen könnte gerade die Miga die Beteiligung der kleinen und mittleren Firmen am Welthandel entscheidend fördern.

Auch aus der Sicht der Wirtschaft sind einige Mängel der Miga geäussert worden. So sollte etwa der Begriff der Enteignung nicht nur die materielle, sondern auch die formelle Enteignung umfassen, und auch der Begriff des Vertragsbruches ist zu eng definiert. Er sollte auf die willkürliche Wiederverhandlung von Verträgen ausgeweitet werden. Nun müssen wir das Abkommen indessen so hinnehmen, wie es ist. Es kommt auch ohne uns zustande. Wir können

heute nur ja oder nein sagen. Es ist sinnlos, wenn wir an einzelnen Punkten des Abkommens herummäkeln und dieses und jenes besser fänden. Wir müssen lediglich abwägen, ob unserem Land der Beitritt oder der Nichtbeitritt mehr Vorteile bringt.

Die Kommission kam zum Schluss, dass die Miga entwicklungspolitisch sinnvoll ist, dass sie unserer weltverflochtenen Wirtschaft positive Impulse vermitteln kann und dass sie ordnungspolitisch vertretbar ist. Wir sollten deshalb beitreten. Es ist auch wichtig, dass dieser Beitritt rasch erfolgt. Dies ermöglicht nämlich unsere Mitarbeit an der Geschäftsordnung und an der Detailausgestaltung, was die Miga nur verbessern kann.

Die Kommission beantragt Ihnen, alle Nichteintretensanträge abzulehnen und der Vorlage zuzustimmen.

Frau Uchtenhagen, Sprecherin der Minderheit: Ich spreche gleichzeitig für die sozialdemokratische Fraktion. Wir sind für die Beteiligung an der Kapitalaufstockung für die regionalen Entwicklungsbanken, stellen aber, zusammen mit anderen, den Nichteintretensantrag zur multilateralen Investitionsrisikoagentur.

Sozialdemokratische Sprecher haben sich an diesem Pult schon verschiedentlich skeptisch hinsichtlich der von den regionalen Entwicklungsbanken verfolgten Politik geäussert. Diese Bedenken bestehen zum Teil nach wie vor in bezug auf die asiatische, insbesondere aber auf die inter-amerikanische Entwicklungsbank. Zwar werden von den regionalen Entwicklungsbanken auch durchaus gute Entwicklungsprojekte betrieben. Man scheint auch hier gelernt zu haben. Andere aber sind nicht über jeden Zweifel erhaben, wenn man von den Zielsetzungen der schweizerischen Entwicklungspolitik ausgeht.

Die Debatte zu Botschaft und Bericht über die Entwicklungszusammenarbeit in der letzten Session habt deutlich gezeigt, dass es insbesondere diese von den Bedürfnissen der ärmeren Bevölkerungsschichten und Regionen ausgehende Hilfe zur Selbsthilfe ist, die gutgeheissen wird. Auch von seiten jener, die sonst mehr zu den Befürwortern der multilateralen Entwicklungspolitik gehören, wurde diese eher kritisch apostrophiert. Eine solche Kritik ist nicht zuletzt dort am ehesten berechtigt, wo zwar Geld gegeben wird, aber bei der Verwendung der Gelder nicht mitgeredet werden kann, wo man bloss zur Kenntnis nehmen muss, dass auch fragwürdige, technologisch unangepasste Grossprojekte finanziert werden oder solche, bei denen unsere Exportförderung mehr im Vordergrund steht als eine behutsame, der Kultur und dem technologischen Entwicklungsstand entsprechende Entwicklung unseres Partnerlandes. Unsere Zustimmung zur Vorlage über die Beteiligung an der Kapitalaufstockung der regionalen Entwicklungsbanken verbinden wir daher mit dem Wunsch – schon verschiedentlich auch von Hilfswerken geäussert – nach einem Konzept der multilateralen Hilfe. Seit vor über 30 Jahren die multilaterale Zusammenarbeit der Schweiz ihren Anfang nahm, ist sie stetig gewachsen, ohne dass wir die Stärken und Schwächen – es gibt beides – der verschiedenen Formen der multilateralen Entwicklungszusammenarbeit gegeneinander abgewogen hätten. Zwar wurden auch für die Entwicklungszusammenarbeit mit multilateralen Institutionen Grundsätze ausformuliert, aber es wurden nie diesen Grundsätzen entsprechende Prioritäten gesetzt. Das Fehlen einer kritischen Evaluation und detaillierter Quervergleiche der verschiedenen Institutionen für multilaterale Entwicklungszusammenarbeit ist um so mehr zu bedauern, als heute bald 50 Prozent der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit und humanitären Hilfe über multilaterale Kanäle abgewickelt werden. Auch bei der Beurteilung der zur Diskussion stehenden Vorlage wäre ein solches Konzept und eine entsprechende kritische Evaluation der multilateralen Hilfstätigkeiten hilfreich gewesen.

Auch eine kritische Würdigung der multilateralen Investitions garantieagentur, der beizutreten der Bundesrat vorschlägt, sucht man in der Botschaft vergebens. Zwar kennt man erst die Konturen dieser neuen multilateralen Institu-

tion, da viele Details noch nicht feststehen; aber auch in dieser grundsätzlichen Hinsicht wären zumindest ein paar kritische Fragen angebracht gewesen. Stattdessen findet man nur blauäugige Zustimmung.

Nun gibt es sicher auch Argumente für eine Investitionsrisikoversicherung der Investitionen in die Entwicklungsländer. Die Kreditflüsse sind als Folge der Ueberschuldung vieler Entwicklungsländer ins Stocken geraten. Direktinvestitionen können eine neue Möglichkeit sein, Arbeitsplätze und Entwicklungsmöglichkeiten zu schaffen. Die Miga kann daher sicher nicht in Bausch und Bogen abgelehnt werden. Aber eine Abwägung aller möglichen Vor- und Nachteile dieser neuen Institution führt uns doch dazu, Ihnen das Nichteintreten auf diese Vorlage zu empfehlen.

Welches sind die hauptsächlichen Gründe für diese Stellungnahme? Von gewerkschaftlicher Seite wird insbesondere argumentiert, es könne nicht Aufgabe des Staates sein, private Investitionen in Entwicklungsländer und damit unter Umständen auch die Auslagerung von Arbeitsplätzen rückzuversichern. Wir teilen die Auffassung, dass es eigentlich Aufgabe der Privatwirtschaft gewesen wäre, eine solche Rückversicherung zu tragen, wie dies bei der bereits bestehenden IRG der Fall ist. Wenn wie bei der Miga eine staatliche Eintrittsgebühr bezahlt werden muss, so hätte dies zumindest nicht gerade über Entwicklungshilfekredite geschehen sollen, steht es doch keineswegs fest, dass Investitionen in Entwicklungsländer zum vornherein als Entwicklungshilfe bezeichnet werden können. Es kann auch tatsächlich zu unerwünschten Auslagerungen von Arbeitsplätzen kommen, nämlich dann, wenn von der Miga rückversicherte Direktinvestitionen deshalb stattfinden, weil es in diesen Ländern weniger Bestimmungen über Umweltschutz, existenzsichernde Minimallöhne, Verbot von Kinderarbeit, Gewerkschaftsfreiheit und anderes mehr gibt. Hier wäre es angebracht und hilfreich gewesen, wenn man der Botschaft hätte entnehmen können, dass sich die Schweiz im Rahmen ihrer Mitbestimmungsmöglichkeiten dafür einsetzen werde, dass auch derartige Bestimmungen als Bestandteil eines erstrebenswerten Investitionsklimas – einem der Ziele der Miga – betrachtet werden.

Grundsätzlich müssen wir uns allerdings darüber im klaren sein, dass eine gerechtere Weltwirtschaftsordnung längerfristig nur möglich ist, wenn in Entwicklungsländern Güter und Dienste produziert werden, die heute noch in reichen Industrieländern hergestellt werden, während bei uns eben neue andere Arbeitsplätze geschaffen werden müssen.

Kritisch sind wir auch gegenüber dem von der Miga angestrebten Ziel der Rückführung von Fluchtkapital. Im Entwicklungsland selber lebende Investoren werden wettbewerbsmässig benachteiligt, da sie ihre Investitionen nicht rückversichern können. Im Ausland lebende Staatsangehörige des Entwicklungslandes sollen aber ihre Investitionen bei der Miga versichern können. Der Zweck, die Rückführung von Fluchtkapital, ist zwar verständlich, die Mittel aber nicht gerade heilig. Es gibt bekanntlich im Wirtschaftsleben nicht allzu viele heilige Dinge. Wenn man tatsächlich die Rückführung von Fluchtkapital erreichen könnte, würde das Ziel hier wohl die Mittel rechtfertigen. Aber Grossinvestoren – und um solche handelt es sich doch wohl in den meisten Fällen – sind in der Regel ja nicht dumm. Wieso also in Zukunft nicht zuerst mit dem Kapital ins Ausland fliehen und damit – rückversichert – zurückkommen? Wird die Miga so gebraucht, und das liegt eigentlich auf der Hand, ist sie geradezu eine Animatorin zur Kapitalflucht.

Ungelöst erscheint uns auch das Verhältnis der Miga zur eigenen Investitionsrisikogarantie, wie wir sie seit 1970 haben, die aber mit ihren 41 Millionen Franken Garantiesumme nie eine nennenswerte Bedeutung erlangt hat. Sie ist bedeutungslos nicht nur wegen ihrer relativ hohen Prämien, sondern sicher auch, weil eben nur in Ausnahmefällen die IRG als Zünglein an der Waage funktioniert hat. Da spielen eben viele andere Faktoren eine gewichtigere Rolle, nicht zuletzt auch die Tatsache, dass die in Entwicklungsländern investierenden Grossfirmen die Risiken selber recht gut einschätzen und im schlimmsten Fall auch tragen kön-

nen. Welche Rolle soll nun in Zukunft unsere IRG spielen? Ihre Prämien sind höher als jene der Miga. Soll die IRG künftig einfach die schlechten Risiken tragen, die dann im Notfall, wie bei der ERG, mit Steuergeldern finanziert werden?

Unsere Haupteinwände gegen die Miga liegen aber noch auf einer andern Ebene: Sie sind grundsätzlicher Art. Sie richten sich weniger gegen das, zumindest in seinen Anfängen, eher kleine und nicht einmal garantiert lebensfähige Projekt. Hauptziel der Miga ist es, angesichts der versiegten Kreditflüsse Direktinvestitionen in Entwicklungsländern zu fördern. Diese sollen Wachstums- und Entwicklungsimpulse auslösen, die Zahlungsbilanz entlasten und zu einer Entschärfung der Verschuldung führen. Wir zweifeln, dass man diese Ziele erreichen kann, halten aber überdies den Ersatz von Verschuldung durch Direktinvestitionen nicht für erstrebenswert und zwar, längerfristig gesehen, weder für die Schuldner- noch für die Gläubigerländer.

Zum ersten: Empirische Studien zeigen, dass von Direktinvestitionen nicht ohne weiteres positive Zahlungsbilanzeffekte erwartet werden können – und wenn, dann nur nach längerer Frist. Zunächst übersteigen nämlich erfahrungsgemäss die Gewinnabflüsse, die Patent- und Lizenzgebühren und anderes mehr die Zuflüsse an Direktinvestitionen nicht zuletzt deshalb, weil die multilateralen Konzerne die Preise für Zulieferungen von Rohmaterialien, Investitionsgütern und Patenten selbst festlegen und über solche Transfermanipulationen auch versteckte Gewinne abziehen können. Nach einer Schätzung der Unctad betragen die versteckten Gewinnabzüge von 23 multinationalen Konzernen in Brasilien das 6,8-fache ihres in Brasilien ausgewiesenen Gewinnes. Daraus darf sicher geschlossen werden, dass insgesamt die versteckten Gewinnabflüsse aus Entwicklungsländern die offiziell ausgewiesenen Gewinnabflüsse übersteigen.

Der Austausch von Verschuldung gegen Direktinvestitionen mag allen Beteiligten zunächst als Patentlösung erscheinen. Viele Schuldnerländer sind denn auch bereits dazu übergegangen, mit sogenannten debt equity swaps Schulden gegen Investitionen einzutauschen. Die Banken werden damit ihre schlechten, längst nicht mehr eintreibbaren Forderungen – zwar mit einem hohen Abschlag von 20 bis 40 Prozent – los, erhalten aber durch Vermittlungs- und Bearbeitungsgebühren auch zusätzliche Einnahmen. Die investierenden multinationalen Konzerne kommen günstig zu neuen Investitionen. Die Schuldnerländer reduzieren damit kurzfristig ihre Auslandsschuld, aber zum Preis eines Ausverkaufs ihrer Vermögenswerte. Mit anderen Worten: Direktinvestitionen werden kurz- und mittelfristig nicht dazu führen, dass das Ungleichgewicht zwischen Gläubiger- und Schuldnerländern korrigiert wird. Dort, wo sie es tun, zahlen die Entwicklungsländer einen Preis, der längerfristig sehr problematisch sein dürfte: Sie verlieren Besitz und Verfügungsrecht über ihre Produktionswerte. Es sind diese Betrachtungen, die insbesondere uns Schweizern zu denken geben sollten. Wir gehören zusammen mit Japan und der Bundesrepublik Deutschland zu den grossen Gläubigerländern dieser Welt. Das schweizerische Nettovermögen im Ausland beträgt gegen 200 Milliarden Franken. Pro Kopf der Bevölkerung gerechnet sind wir mit 30 000 Franken Nettoauslandvermögen einsame Spitze. Nur die Tatsache, dass wir ein so kleines Land sind, lässt uns im Windschatten der öffentlichen Kritik sein. Die Rückflüsse unserer Auslandsinvestitionen machen aus uns zwar ein reiches Rentnerland, und unsere Zahlungsbilanz wird immer noch aktiver. Aber das ist auf die Dauer keineswegs nur positiv, schon weil Ungleichgewichte eines Tages so oder so korrigiert werden müssen. Trotz unserer Gläubigerposition sind wir selbst sehr empfindlich in bezug auf einen Ausverkauf der Heimat und zwar nicht nur, wenn es um Boden geht. Bereits die drohende Uebernahme oder Einsitznahme von ausländischen Kapitalgebern in schweizerische Unternehmungen löst bei uns grosse Unruhe aus, obwohl ein echter Ausverkauf, wie er in Entwicklungsländern stattfinden könnte, bei uns vom Gesetzgeber weitgehend unterbunden ist. Das Ungleichge-

wicht zwischen Industrie- und Entwicklungsländern, die auch von uns mitverschuldete Ueberschuldung der Entwicklungsländer können nur über einen Schuldenabstrich und eine echte Entwicklungszusammenarbeit gelöst werden. Direktinvestitionen sind kein Ausweg aus der Sackgasse; da machen wir uns die Sache zu einfach. Ich bitte Sie, den Beitritt zur Miga abzulehnen.

Ruf-Bern: Die beiden Vorlagen betreffen das Engagement der Schweiz in der multilateralen Entwicklungspolitik. Lassen Sie mich deshalb zunächst grundsätzlich darlegen, weshalb uns diese Art der Entwicklungszusammenarbeit als höchst fragwürdig erscheint. Hauptsächlichstes Merkmal der multilateralen Hilfe ist doch die Tatsache, dass man eine Erhöhung des materiellen Lebensstandards der betroffenen Völker anstrebt, indem man ihnen weiterhin in Form von Bargeld, Krediten und Warenlieferungen ein wirtschaftliches Wachstum, die Schaffung von neuen Industrien und den Ausbau der Güterproduktion durch Technisierung ermöglichen will, um nicht zuletzt – wo bleibt da die vielgepriesene Humanität? – auch für sich selbst neue Absatzmärkte zu erschliessen. Die Botschaft geht darauf in verschiedenen Kapiteln direkt ein. Das angestrebte Ziel wird jedoch bei weitem verfehlt!

Der indische Entwicklungsexperte Mansur M. Hoda hat bereits vor Jahren zu dieser Politik, die sich weitgehend als Fehlschlag erweist, in treffender Weise festgehalten: «Die Ergebnisse der ausländischen Entwicklungshilfe in den letzten zwei Jahrzehnten sind dermassen schlecht, dass die Entwicklungsländer ohne sie besser gefahren wären Nach zwei Jahrzehnten Entwicklungspolitik mit grosszügiger Hilfe von seiten der fortgeschritteneren Nationen war klar: der Unterschied zwischen dem Pro-Kopf-Einkommen der reichen und der armen Länder ist grösser als zuvor, und das Schlimmste daran ist, dass sich auch die Kluft zwischen Reichen und Armen in den Entwicklungsländern selbst verbreitert hat Dafür ist weitgehend die für die Entwicklung gewählte Technologie verantwortlich zu machen Die moderne Technologie mit ihrer Massenproduktion verdrängt das dörfliche Handwerk vom Markt. Die Landbevölkerung verarmt, weil ein grosser Teil ihrer nicht landwirtschaftlichen Produktionsanstrengungen vergeudet wird.» Tatsächlich kann doch nicht bestritten werden, dass durch die Interdependenz der Weltwirtschaft – unter anderem als Folge der aktuellen Entwicklungspolitik – lebensfähige, selbständige Kulturen systematisch vernichtet und die Menschen in Slums entwurzelt werden, eine Massenarbeitslosigkeit entstanden ist sowie durch die Errichtung der wirtschaftlichen Arbeitsteilung eine gefährliche, weltweite Labilität erzwungen worden ist. Die steigende Verflechtung der ärmsten Völker mit der freien Weltwirtschaft hat ihnen vielfach eher Fluch als Segen gebracht. Ihre eigenen Regierungen – vielfach Diktaturen – fordern nur allzu gerne neue Monokulturen, um deren Erzeugnisse an die reichen Industrieländer zu verkaufen und die Gewinne daraus aufgrund staatlicher Aussenhandelsmonopole in die eigenen Kassen zu leiten.

Die Vertreter der Weltbankgruppe – IDA, Währungsfonds usw. – und der mit ihr liierten Organisationen sind klassische Verfechter dieser fragwürdigen Politik, die für multilaterale Entwicklungsorganisationen generell gilt. Sie vermögen in der Regel nicht zu erfassen, dass die Bemühungen zur Hebung des materiellen Lebensstandards in der Dritten und Vierten Welt durch Wachstum letztlich die Zerstörung der natürlichen Lebensgrundlagen bewirken. Der Export westlicher Technologie und westlicher Lebensformen bedeutet die Ausfuhr all der unbewältigten Schwierigkeiten unserer Wirtschaft, die fälschlicherweise mit der Unendlichkeit der Ressourcen rechnet. Die Weltbankphilosophie, wonach Kredite von aussen ein Motor für die Entwicklung im Innern seien, ist ein Irrtum! Die Durchsickerung der Gelder zu den untersten Schichten findet kaum statt. Die Verarmung der Aermsten trotz der milliardenschweren Entwicklungsfinanzierung beweist dies zur Genüge.

Das ökologische Ueberleben der Menschheit hängt davon ab, ob mit der weiteren Ausbeutung der Natur, vor allem in der Dritten Welt, endlich Schluss gemacht wird! Dieser Raubzug gegen die natürlichen Lebensgrundlagen wird aber gerade durch die Organe der internationalen Grossorganisationen der Uno wie die Weltbank und die ihr angegliederten Organisationen in die Dritte Welt hineingetragen. Denken Sie beispielsweise an die Uebernutzung der Böden durch eine technisierte Landwirtschaft auf der Basis von Kunstdüngern und Pflanzenschutzmitteln.

Natürlich werden andererseits fast keine Anstrengungen unternommen, um die horrende Bevölkerungsexplosion, die eine der grössten Gefahren der Menschheit überhaupt darstellt, wirksam zu bekämpfen oder die Einhaltung der Menschenrechte durchzusetzen! Frisch und munter unterstützen die Entwicklungsbanken diktatorische Regimes noch und noch; ich denke beispielsweise an Vietnam als eines vieler Beispiele, ein anderes wäre Aethiopien.

Im fundamentalen Interesse der beteiligten Industriestaaten müsste es doch liegen, finanzielle Hilfe namentlich auch von der Bereitschaft der Empfängerländer abhängig zu machen, Asylbewerber aus dem eigenen Kulturkreis aufzunehmen! Diese hätten dort wesentlich weniger Integrationsschwierigkeiten als in industrialisierten Staaten. Für letztere ergäben sich zudem all die bekannten, schwerwiegenden Probleme aus der Anwesenheit ganzer fremder Volksgruppen nicht, die sich kaum oder gar nicht integrieren können! Die Mittel der Entwicklungsbanken müssten – wenn schon – vor allem zur Entspannung der Situation im Bereiche der Asylpolitik eingesetzt werden, um das Entstehen von Wanderungsströmen gar nicht erst zuzulassen. Wenn jedoch menschenrechtsfeindliche Regimes auch auf multilateralem Wege indirekt gestützt werden, wenn wenig oder gar nichts zur Bekämpfung der Bevölkerungsexplosion in der Dritten Welt unternommen wird und gerade daraus die bekannten Wanderungsströme von Wirtschaftsasylanten resultieren, dann kann man sich angesichts einer derart kurzsichtigen, ja letztlich selbstzerstörerischen Entwicklungspolitik nur an den Kopf greifen!

Aus der Botschaft geht deutlich hervor, dass man die Investitionshilfen der Entwicklungsbanken als indirekte Förderung der eigenen Wirtschaft betrachtet. Der Bundesrat erhofft sich nicht zuletzt ein namhaftes Investitionsvolumen für die eigene Wirtschaft unter Benutzung der Entwicklungshilfekredite. Eine solche Haltung ist in höchstem Masse unehrlich! Ich zitiere die Botschaft auf Seite 54, um Ihnen die fragwürdige Haltung des Bundesrates vor Augen zu führen: «Aus Projekten der drei REB erhielten Schweizer Firmen bis Ende 1985 Aufträge von insgesamt über 300 Millionen Dollar. Zwischen 1983 und 1985 floss der dreieinhalbfache Betrag dessen, was die Schweiz in der gleichen Periode an die IDB überwies, in Form von Aufträgen aus IDB-Projekten in die Schweiz zurück.» Auf Seite 64 steht: «Als international bedeutendes Kapital und Technologie-Exportland ist die Schweiz an einer Organisation, die voraussichtlich wesentliche Akzente in der Verbesserung der Rahmenbedingungen für Investitionen in Entwicklungsländern setzen wird, stark interessiert.»

Mehr als bedenklich ist zudem auch die Tatsache, dass Länder unterstützt werden, die einerseits sicherlich als Entwicklungsländer bezeichnet werden können, andererseits aber auch noch kräftig Waffen einkaufen, wie beispielsweise Indien. Durch die multilateralen Entwicklungsbanken fliessen grosse Mittel namentlich in zahlreiche Länder, die zum Bereich des Warschauer Paktes gehören und denen dadurch die Möglichkeit vermehrter Aufrüstung im Dienste der sowjetischen Aggressionspolitik eingeräumt wird. Die Sowjets selbst leisten ja praktisch keine Entwicklungshilfe, gehören keiner der Entwicklungsbanken an, die hier zur Diskussion stehen, und wollen auch der Miga nicht beitreten. Sie haben doch längst erkannt, dass sie mit eifriger Propaganda zugunsten der Entwicklungshilfe in den mehrheitlich kommunistisch gelenkten Uno-Gremien das gesamte wirtschaftliche, industrielle und militärische Potential des Westens entscheidend zu schwächen vermögen! Diese

Tatsache sollte die westliche Welt eigentlich aufhorchen lassen!

Alle diese gravierenden Systemfehler kann die Schweiz mit ihrer sehr kleinen Stimmkraft in den betreffenden Organisationen natürlich überhaupt nicht ändern. Die multilaterale Entwicklungspolitik vermag den wirklichen Bedürfnissen der Entwicklungsländer in keiner Weise gerecht zu werden! Eine vernünftige Entwicklungspolitik kann nur in einer bilateralen, kontrollierbaren Entwicklungszusammenarbeit der einzelnen Industriestaaten – entsprechend ihren finanziellen Möglichkeiten – mit Ländern der Dritten Welt liegen, allenfalls unter internationaler Koordination. Dies im Sinne der Hilfe zur Selbsthilfe, vor allem im Bereich der Familienplanung und Bevölkerungsstabilisierung, bei der Vermittlung einfachen, den örtlichen Gegebenheiten angepassten Handwerks und bei der Verbreitung naturnaher landwirtschaftlicher Produktionsverfahren. Die Entwicklungshilfe ist vor allem auch von bevölkerungspolitischen Anstrengungen der Empfängerländer und ihrer Bereitschaft zur Aufnahme von Asylbewerbern aus dem eigenen Kulturkreis abhängig zu machen!

Aus den erwähnten Gründen beantragen Ihnen die Vertreter der NA Nichteintreten auf beide Vorlagen. Im Falle der Miga kommt hinzu, dass der Souverän erst vor kurzem den Un Beitritt deutlich verworfen hat. 1976 wurde vom Volk ein Kredit an die Weltbanktochter IDA deutlich bachab geschickt. Es wäre nun ein Affront ohnegleichen gegenüber dem Schweizervolk, trotz dieser klaren Haltung einer weiteren multilateralen Entwicklungsorganisation, die notabene mit der Weltbank liiert ist, beizutreten! Wir werden deshalb ernsthaft die Ergreifung des Referendums diskutieren. Die Geldverschwendung für fragwürdigste Zwecke in ein Fass ohne Boden – es geht ja letztlich, alles in allem, um Milliardenbeträge – wäre zudem auch ein Affront gegenüber den rund 400 000 Schweizern, die am Rande oder unterhalb des Existenzminimums leben müssen und für die der Staat offenbar weniger Gehör hat als für Fremde!

Wir bitten Sie, unsern beiden Nichteintretensanträgen zuzustimmen!

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50*

Entwicklungsbanken, Kapitalerhöhung und Miga. Beitritt

Banques de développement, augmentation du capital et AMGI. Adhésion

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.064
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.09.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1108-1114
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 703

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.